

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3426 - LUNDI 11 FÉVRIER 2019

SANTÉ

Plus de mille cas de chikungunya déclarés dans le Kouilou et le Pool

Quelque 1043 cas de l'épidémie de chikungunya ont été identifiés dans les départements du Kouilou et du Pool. « Les enquêtes entomologiques réalisées les 29 et 30 janvier 2019 à Diosso, Matombi, Doumanga et Les Saras ont permis de collecter des moustiques dont soixante-sept appartenant au genre *Aedes* et soixante-trois de l'espèce *albopictus*, responsables de la maladie chikungunya », a indiqué la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, le 9 février, dans une déclaration, précisant qu'un plan de riposte a été mis sur pied pour contrer le virus.

Page 5



VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Quinze ans de travaux forcés requis contre Patrick Fouti

Le parquet de Brazzaville a condamné, le 8 février, Patrick Fouti, à quinze ans de travaux forcés et une amende de trente millions FCFA pour agression physique et blessures graves sur sa conjointe, Marlène Binta Tchibinda. Le condamné a justifié son acte en évoquant l'infidélité de sa femme qui, selon lui, le battait régulièrement.



Page 4

UNION AFRICAINE

Le 32^e sommet dédié aux réfugiés, rapatriés et déplacés

Le thème du sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine (UA), dont les travaux prennent fin aujourd'hui, à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, est « *L'année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées : pour des solutions durables au déplacement forcé en Afrique* ». Une problématique plus que d'actualité au regard des crises qui secouent le continent, condamnant des dizaines de milliers

de personnes à l'errance. Il est vrai aussi que la crise migratoire en cours ces dernières années tire en partie ses origines de l'instabilité des Etats africains. L'UA a-t-elle les moyens d'y mettre un terme ? Le dirigeant égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, qui prend la tête de la présidence tournante de l'organisation pour une année, hérite d'une maison dont les défis sont multiples.

Page 10

PISCICULTURE

Vers la relance de la station piscicole de Mindouli

En partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organismes, le gouvernement s'emploie à la réhabilitation de la station piscicole de Mindouli, dans le département du Pool. Plusieurs techniciens s'activent actuellement sur le terrain pour les travaux de désherbage des étangs et de décapage des digues.

« Nous avons ciblé six étangs que la FAO va réhabiliter, ensemercer pour y produire des alevins qui seront distribués à tous les bénéficiaires », a expliqué le responsable des stations piscicoles de Mindouli, Emmanuel Banimba.



Page 3

INTERVIEW

Ousmane Doré : « Le secteur agricole est le plus grand pourvoyeur d'emplois en Afrique centrale »

Page 7

EDITORIAL

Congrès

Page 2

ÉDITORIAL

Congrès

Le congrès du Parti congolais du travail (PCT), pivot de la majorité présidentielle, approchant à grands pas comme le démontre l'appel à cotisations que vient de lancer la direction nationale de cette puissante formation politique, il convient d'observer avec la plus grande attention les initiatives qui seront prises dans les semaines à venir pour faire en sorte que cette grand-messe conforte le parti dans son rôle de leader de la scène politique congolaise.

Un moment d'autant plus important sur le plan politique que l'opposition, confortée par la position officielle que confère la Constitution à sa principale formation, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, s'emploie de son côté à mettre un terme à ses divisions pour s'organiser dans un ensemble cohérent en vue des prochaines échéances électorales.

Même si l'opinion publique ne prête guère attention à ces deux mouvements car les élections à venir se dérouleront dans un peu plus de deux ans, en 2021 précisément, les partis politiques eux se mettent en ordre de marche dès à présent afin de conforter leur position de leader dans la majorité ou dans l'opposition et de gagner les scrutins présidentiel, législatifs et locaux à venir. Ce qui explique le processus dans lequel s'engage le PCT avec l'ambition affirmée de sortir conforté de ces nouvelles échéances.

L'enjeu est d'autant plus important que le Congo traverse une passe difficile et que, même si l'accord avec le Fonds monétaire international se concrétise rapidement comme tout le laisse penser aujourd'hui, ses effets ne se feront sentir que progressivement au niveau de l'électorat, c'est-à-dire des simples citoyens qui paient au prix fort la crise économique provoquée par la chute brutale des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux. Dans un tel contexte, il est indispensable que le congrès à venir du PCT envoie des signaux forts à la société civile.

D'où l'attention qu'il convient de porter à la préparation de cet événement dont la date n'est pas encore annoncée mais qui se tiendra certainement dans les tout prochains mois. Du congrès à venir du parti naîtront, en effet, des orientations qui influenceront fortement sur la vie de la nation tout entière.

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

Les Sénats du Rwanda et du Congo signent un protocole d'accord

Les deux institutions parlementaires ont, après présentation des délégations et échange de mots de bienvenue de la part des présidents des deux chambres, Pierre Ngolo du Congo et Bernard Makuza du Rwanda, conclu, le 7 février à Brazzaville, un protocole d'accord de coopération. Déclinant devant la presse l'importance de ce texte, le président du Sénat rwandais a indiqué que son contenu venait exactement soutenir l'action des gouvernements et des chefs d'Etat sur les questions de diplomatie parlementaire. De même, il a laissé entendre que ce document favorise également les échanges d'expériences et d'expertise au niveau des parlements des deux pays.

Arrivée à Brazzaville le 6 février dans le cadre du renforcement des liens d'amitié et de coopéra-



Bernard Makuza et Pierre Ngolo signent le protocole d'accord

tion entre les deux pays, la délégation rwandaise a achevé son séjour le 8 février par une série de visites de certaines infrastruc-

tures parmi lesquelles le nouveau Palais du parlement en cours de réalisation.

Jean Jacques Koubemba

Bernard Makuza appelle les réfugiés rwandais à rentrer au pays

En séjour de travail au Congo, le président du Sénat du Rwanda a demandé à ses compatriotes vivant au Congo à rentrer au pays ou à régulariser leur situation.

Dans son toast prononcé à l'occasion du dîner offert en l'honneur de sa délégation, Bernard Makuza a déclaré: « Concernant la situation de mes compatriotes qui sont ici ou ailleurs, on ne le dira jamais assez, qu'ils sachent qu'ils sont les bienvenus dans leur mère patrie, qu'ils sachent qu'ils ont un pays qui est prêt à les recevoir à bras ouverts ou à régulariser leur séjour dans leur pays d'accueil ».

De même, lors de sa rencontre avec la communauté rwandaise, le 7 février, il a réitéré cet appel dans son message sur les mutations opérées ces vingt-cinq dernières années en République du Rwanda. Arrivés au Congo en 1996 au lendemain du génocide rwandais de 1994, les réfugiés rwandais dont le nombre

était estimé à quelque douze mille ont perdu leur statut depuis le 31 décembre 2017.

Et, depuis le 1er janvier 2018, date de l'entrée en vigueur de la clause de cessation du statut de réfugié, ils ne bénéficient plus d'une protection internationale. Cependant, en novembre dernier, trois associations de cette communauté ont émis des recommandations à l'endroit du gouvernement congolais, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et des tribunaux internationaux. Parmi ces recommandations, l'application des conventions internationales relatives aux réfugiés et la reconnaissance de tous les réfugiés rwandais sans distinction.

Bernard Makuza a, en outre, félicité le parlement du Congo pour

avoir permis au pays d'être parmi les premiers à ratifier l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine, signé lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine tenu à Kigali, en mars 2018. « L'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale marquera, sans doute, une nouvelle étape dans notre marche vers plus d'intégration et de commerce intra africain avec des avantages certains, des bénéfiques à nos économies et, partant, à nos peuples », a-t-il estimé, avant d'exprimer ses vifs remerciements et sa profonde gratitude au président du Sénat du Congo pour l'accueil et l'hospitalité dont sa délégation a été l'objet durant ce séjour.

J.J.K.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula,
Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzga

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SOUS-PRÉFECTURE DE MINDOULI

Relance attendue de la production du poisson d'eau douce

Les travaux de réhabilitation de la station piscicole domaniale sont en cours, grâce à un appui de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et de l'ONG Apdra, spécialisée en pisciculture paysanne.

L'ensemencement du bassin, c'est-à-dire l'élevage de poissons devra commencer d'ici à trois mois. Les techniciens dépêchés sur place sont à pied d'œuvre pour le désherbage des étangs et le décapage des digues. Plus de mille quatre cents pisciculteurs locaux vont bénéficier du projet d'urgence de la relance de production dans le département du Pool.

La sous-préfecture de Mindouli dispose au total de deux stations piscicoles, malheureusement abandonnées depuis quelques années. Les travaux de réhabilitation concernent pour l'instant la station B construite en 1974 par le gouvernement congolais. Ce bassin est composé de vingt et un étangs sur une superficie de 2,29 hectares. « Nous avons ciblé six étangs que la FAO va réhabiliter, ensemercer pour y produire des alevins qui seront distribués à tous les bénéficiaires », a indiqué le responsable des stations à Mindouli, Emmanuel Banimba.

Avec cette initiative, il est possible que d'ici à quelques mois ou années, la production de poissons frais augmente et les localités voisines comme Brazzaville pourraient être régulièrement alimentées. La reconstruction des sites se fera progressivement, espère-t-on, avec la relance prochaine de la station A construite en 1958. Le responsable local veut y croire, la sous-préfecture de Mindouli étant réputée pour être le réservoir de tilapia au Congo. La réhabilitation aura un impact important en termes de production et de réduction de la pauvreté. « Pour le moment, le projet va débiter avec une seule espèce, le tilapia nilotica. Le gouvernement devrait prendre le relais de la FAO pour produire d'autres espèces de poissons comme le clarias, connu sous le nom de silure », a assuré Emmanuel Banimba.

Fiacre Kombo

MICROFINANCE

La Codec organise une journée portes ouvertes

L'activité a eu lieu, le 8 février à Brazzaville, couplée au lancement officiel des activités de la structure.



La façade principale du siège la Codec

La Coopérative d'épargne et de crédit (Codec) est une microfinance qui offre au public de nombreux services, notamment la collecte de l'épargne, l'octroi des crédits, la vente des cartes visa, le transfert de fonds, la domiciliation des salaires, le change, le dépôt à terme et le chéquier de caisse.

De la réception jusqu'aux agents de sécurité, en passant par le service informatique, la comptabilité, l'administration ainsi que l'exploitation, on constate un fort taux du personnel jeune, dynamique et des équipements modernes de travail.

Les fonctionnaires, entrepreneurs, micro-entrepreneurs, as-

sociations et individualités ont été présents à la journée portes ouvertes, au siège de la Codec, située au centre-ville de Brazzaville.

Quelques clients ont mis à profit cette occasion pour ouvrir leurs comptes. « Nous sommes venus voir les services que cette structure offre au public. J'ai loué l'initiative. La visite guidée m'a permis de bien comprendre le fonctionnement de la Codec grâce à l'accueil et à la disponibilité de son personnel. Je leur demande de créer des agences dans tous les arrondissements de Brazzaville », a déclaré Elizette Oko, une cliente. Selon les responsables, cette

structure entend contribuer à l'économie nationale puisque toute catégorie de personnes peut souscrire aux différents services. Elle permet aux démunis de bénéficier des crédits. « En tant que politique, je vous encourage puisque vous engagez les jeunes, cela veut dire que vous créez des nouveaux emplois ; ce qui est rare. Le secteur dans lequel vous vous engagez est novateur », a indiqué le premier secrétaire de l'Assemblée nationale, Pierre Obambi, invité parmi tant d'autres à la journée portes ouvertes. Dans les prochains jours, la Codec ouvrira cinq autres agences à Brazzaville.

Rude Ngoma (stagiaire)

LE FAIT DU JOUR

Congolaises, Congolais

...Mes chers compatriotes. Cette formule d'appel est la même que l'on entend à Brazzaville et à Kinshasa, lorsqu'à l'occasion d'une déclaration solennelle, les présidents des deux Congo s'adressent à leurs compatriotes. Pour dire que ce qui rassemble les deux pays, ce n'est pas seulement la proximité de leurs capitales respectives, c'est finalement aussi les noms Congo qu'ils portent.

La visite que le président de République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a effectuée à Brazzaville, les 7-8 février, a montré un net réchauffement des relations avec Kinshasa. Accueilli avec solennité par son homologue, Denis Sassou N'Guesso, il a pu apprécier l'enthousiasme manifesté à son arrivée par la forte commu-

nauté rd-congolaise sur place. Au cours de la réception qu'il a organisée avec les membres de celle-ci, Félix Tshisekedi a noté combien ils souhaitent voir leur pays tourner définitivement le dos aux violences auxquelles il fait face depuis des années pour se mettre résolument au travail.

Ce qui va compter pour les jours à venir, entre les deux Congo, sera que leurs gouvernements respectifs réactivent les mécanismes d'entente et de coopération conçus de longue date, dont la mise en œuvre a souvent été retardée par des impératifs de politique intérieure de chaque pays. Il est tout à fait clair qu'entre voisins, de temps en temps, parfois même de façon quasi régulière, des frictions se font jour et l'on voit se développer des discours inci-

tant à la rupture des liens diplomatiques. La France et l'Italie se sont agacées mutuellement la semaine dernière au point que Paris, se disant « outragée » par Rome, a rappelé son ambassadeur en poste, jeudi 7 février.

En 2013, à la suite du rapatriement des résidents Rd-congolais dans le cadre de l'opération Mbata ya Bakolo, les langues s'étaient fortement déliées sur les deux rives du fleuve Congo pour la dénoncer ou la justifier. Depuis, les échanges commerciaux par voie fluviale, en particulier entre Brazzaville et Kinshasa, ont perdu de leur attractivité. Des tentatives de relance plusieurs fois annoncées n'ont pas abouti, même si les traversées vers l'une et l'autre capitale n'ont pas cessé.

Va-t-on assister à la reprise de ce trafic comme ce fut le cas par le passé ?

De ce qui précède, une telle perspective suppose la reprise des discussions par les deux parties. La relance des échanges permettrait à coup sûr d'occuper des dizaines, voire des centaines de personnes dont cette activité constituait la principale source de revenu. Quand ce sera le cas, sans doute les experts congolo-congolais prendront en ligne de compte l'objectif de mieux sécuriser leurs frontières communes, de mieux organiser la circulation des personnes et des biens, de façon à ce que résider à Brazzaville ou à Kinshasa pour les ressortissants des deux Congo ne soit plus source de tensions sécuritaires.

Gankama N'Siah

ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE GÉNÉRAL LECLERC

Rémy Ayayos Ikounga touche du doigt la réalité

Le président de l'Association des anciens enfants de troupe (AET) du Congo a dressé un état des lieux de l'établissement, le 8 février, à l'issue duquel il a appelé à la mutualisation des efforts pour redorer le blason de cette école.

L'École militaire préparatoire général Leclerc (EMPGL) n'a pas perdu de sa superbe même si, à côté des acquis et des avancées jugées significatives, les difficultés ne manquent pas. Une partie des réfectoires vétustes est en cours de réhabilitation, les salles techniques consacrées à l'informatique, aux multimédias et au laboratoire de langue sont inopérantes. La connexion internet fait défaut. Sur le plan sportif, par ailleurs, les aires de jeu sont délabrées, notamment le terrain de basket-ball qui occasionne des blessures et des foulures de pied. C'est donc cette réalité que le président de l'association des AET a touché du doigt à travers une visite guidée qui a, d'ailleurs, rappelé à l'ensemble de la délégation les souvenirs d'enfance passés dans cette école.

Au nom du bureau exécutif de l'association, le colonel Rémy Ayayos Ikounga a salué les efforts du chef suprême des armées, du ministère de la Défense et de l'ensemble du haut commandement qui permettent de maintenir en vie et en activité l'EMPGL. « L'État congolais, par le biais du ministère de la Défense, pourvoit, avec soin, au bon fonctionnement de cette école.



Le président de l'AET appelant à la mutualisation des efforts

Nous, membres de l'association, venons donc humblement en appoint pour accompagner la marche de l'EMPGL », a-t-il souligné.

Rémy Ayayos Ikounga a poursuivi: « Nous savons que les temps sont difficiles mais nous sommes tellement redevables à cette prestigieuse institution que nous devons la mettre au cœur de nos préoccupations ».

Il a pris l'engagement de mobiliser toute la communauté des anciens enfants de troupe, forte de plus de quatre mille membres,

pour venir en appui au commandement de l'école.

« Les AET doivent s'unir au bureau exécutif de l'association pour que nous soyons toujours utiles à cette école qui a forgé nos vies, nos carrières, et pour les plus illustres nos destins », selon lui. Le colonel Raphaël Ngoubou, commandant de l'EMPGL, souhaite que l'établissement soit un cadre de vie et d'études davantage attractif. Face à la limitation des ressources en raison des difficultés financières de l'État, l'implication des associations semble être une parade incontournable, estime-t-il. L'AET a donc un rôle important à jouer dans ce sens.

En rappel, le colonel Rémy Ayayos Ikounga a été élu président de l'AET, le 18 novembre 2018, pour un mandat de deux ans. Il a succédé au général Ambroise Mopenza. Le 24 janvier, le siège abritant la permanence de cette association a été inauguré. L'appel au soutien de l'EMPGL qu'il a lancé est sans nul doute une preuve de la solidarité prônée lors de son investiture, il y a plus de deux mois. Une solidarité à manifester chaque instant et sur tous les plans, disait-il.

Rominique Makaya

VIOLENCE CONJUGALE

Quinze ans de travaux forcés et des millions d'amende pour Patrick Fouti

En dehors des années de travaux forcés, le condamné paiera trente millions de FCFA d'amende, selon le verdict rendu le 8 février, au Palais de justice de Brazzaville, en début de soirée, après une longue audience.

Patrick Fouti avait roué sa femme, Marlène Binta Tchibinda, de coups de machette dans la nuit du 20 janvier dernier, pour infidélité supposée. Il avait pris la fuite avant d'être rattrapé par la police.

Le 8 février à la barre, il a tenté de justifier son acte en présence de la victime qui a quitté son lit d'hôpital pour prendre part à l'audience. Patrick Fouti a évoqué l'infidélité de sa femme qui de surcroît, a-t-il dit, le battait régulièrement. C'est ainsi que, le 15 janvier, décidait-il d'acheter une machette pour en finir avec elle. Placée sous le matelas, Patrick Fouti a sorti cette machette cinq jours plus tard pour passer à l'acte, blessant grièvement sa femme admise à l'Hôpital central des armées Pierre-Mobengo depuis lors.

Les faits que le condamné a retracés donnent à croire que le forfait était prémédité. Lors de l'audience, la victime a tenté



Patrick Fouti sur le banc des accusés

de donner sa version des faits mais sa voix n'a pas porté pour se faire entendre. Elle a quitté le Palais de justice avant que le verdict ne soit prononcé. Son état de santé qui s'améliore progressivement ne lui a pas permis d'y rester jusqu'à la fin de l'audience. C'est donc à distance qu'elle a appris la condamnation de son bourreau de mari à quinze ans de travaux forcés et à une amende de trente millions de FCFA.

R.M.

Banque des États de l'Afrique centrale-Services centraux Commission générale n°02 de passation des marchés

Selection régionale ouverte n°02/BEAC/DGE-DCBCG-CRBC/SRO/CC/2019 pour le choix en lots indépendants, de deux commissaires aux comptes titulaires pour la BEAC et pour la CRBC

La Banque des États de l'Afrique centrale envisage de recruter, sur fonds propres, deux commissaires aux comptes titulaires. A cet effet, elle invite par le présent avis de selection, les cabinets remplissant les conditions requises, à soumettre leur proposition. La présente selection est subdivisée en deux lots indépendants:

- lot 1 : certification des comptes de la BEAC pour les exercices 2019, 2020 et 2021 ;
- lot 2 : certification des comptes de la CRBC pour les exercices 2018, 2019 et 2020.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Code des marchés de la BEAC.

Les cabinets intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de selection rédigé en français à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

Banque des États de l'Afrique centrale
Services centraux, 736 avenue Monseigneur Vogt
Direction générale de l'exploitation CGAM, 14^e étage, porte 14.12
B.P. : 1917 Yaoundé, Cameroun,
Tél. : (237) 222 23 40 30 / (237) 222 23 40 60
Poste 5412 ou 5403

Fax : (237) 222 23 33

e-mail : cgam.sex@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de trois cent mille francs CFA par lot. Le paiement devra être effectué en espèces aux guichets de la BEAC ou par virement bancaire.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 28 février 2019 à 12 heures (heure de Yaoundé).

Banque des États de l'Afrique centrale
Services centraux, 736 avenue Monseigneur Vogt
Bureau d'Ordre, 15^e étage, porte 15.01
BP. 1917 Yaoundé-Cameroun

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées. Les plis seront ouverts en une phase le jeudi 28 février 2019 à 13 heures précises aux Services centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés qui souhaitent assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le 25 janvier 2019
Le président de la Commission ad hoc

SANTÉ PUBLIQUE

L'épidémie de chikungunya déclarée dans le Kouilou et le Pool

La liste linéaire du premier département fait état de mille quarante-trois cas dans onze de ses localités. Le district de Mindouli, dans le second département, est également touché et le gouvernement est déjà à pied d'œuvre pour la riposte.

Le district de Diosso, dans le département du Kouilou, est l'épicentre de l'épidémie. Les premiers cas y ont été identifiés le 7 janvier dernier. « Les enquêtes entomologiques réalisées les 29 et 30 janvier 2019 à Diosso, Matombi, Doumanga et Les Saras ont permis de collecter des moustiques dont soixante-sept appartenant au genre *Aedes* et soixante-trois de l'espèce *albopictus*, responsables de la maladie chikungunya », a expliqué la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, dans la déclaration du gouvernement faite le 9 février à Brazzaville. Par ailleurs, plusieurs localités du département du Kouilou présentent des conditions écologiques favorables à la prolifération des espèces de moustiques observées, a-t-elle précisé.

Le district de Mindouli, dans le département du Pool, est également

concerné selon les rapports d'analyses effectuées à l'Institut national de recherche biologique en République démocratique du Congo. Le laboratoire est agréé par l'Organisation mondiale de la santé.

La riposte

« Le gouvernement, à travers le ministère de la Santé, en collaboration avec les partenaires au développement, met tout en œuvre pour assurer la prise en charge des cas, renforcer la surveillance épidémiologique, les mesures d'hygiène et d'assainissement, et intensifier la sensibilisation de la population afin de mettre fin à cette épidémie », a expliqué la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire.

Ainsi, l'équipe médicale a été constituée pour une prise en charge adéquate des cas. La formation du personnel de riposte,



La ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire donnant lecture de la déclaration du gouvernement sur l'épidémie

la vulgarisation des algorithmes dans tous les sites font partie des mesures arrêtées par le gouvernement. Les pharmacies dans les centres de santé intégrés de prise en charge ont également été mises en place. Le renforcement de la gestion des déchets biomédicaux, la promotion des mesures préventives avec la pulvérisation et la désinfection des lieux publics ainsi que la destruction des gîtes larvaires dans les mêmes localités allongent la liste des mesures prises pour en finir avec le virus responsable du chikungunya.

La fièvre à virus chikungunya est une maladie virale transmise par la piqûre de moustiques *Aedes* contaminés. Elle dure généralement cinq à sept jours et provoque de fortes douleurs articulaires souvent invalidantes. Le chikungunya est rarement mortel. La prise de l'aspirine est déconseillée.

Rominique Makaya

SÉCURITÉ CIVILE

Des Rotariens impressionnés par la diversité des missions des sapeurs-pompiers

À l'initiative du Rotary Club Libota de Brazzaville, des Rotariens ont visité, le 7 janvier, la direction générale de la sécurité civile pour s'imprégner des missions assignées à cette entité de la police nationale.



Photo de famille/Adiac

Accueillie par le directeur départemental de la sécurité civile de Brazzaville, le colonel de police Jean Bernard Boyangas, la délégation a été conduite par le président du Rotary Club Libota, Claude Kamba. Sur place, elle a, entre autres, visité le centre de traitement d'alerte et suivi le défilé des moyens ainsi que deux ateliers dont l'un sur le secourisme et l'autre sur le maniement des extincteurs.

Avant cette étape, les Rotariens ont eu droit à la présentation de la direction générale de la sécurité civile par le commandant du centre de secours principal des sapeurs-pompiers de Brazzaville. Présentant cette structure, le commandant Alphonse Bonazébi est revenu sur l'historique de la sécurité civile ainsi que sur ses missions dont celle d'élaborer et de faire appliquer la réglementation en termes de prévention des catastrophes, sauvegarde et protection, sans oublier la défense civile en période de guerre.

« Ils ont appris beaucoup de choses parce que bon nombre parmi eux pensaient que la sécurité civile n'exerçait que des missions de sapeurs-pompiers d'une manière globale, notamment les missions d'incendie, de secours à personne, de sauvetage. En arrivant sur le terrain ils ont, par contre, été éduqués sur la diversité des missions de la sécurité civile parmi lesquelles la prévention, celles liées à la défense civile, à l'organisation des secours, aux risques chimique et industriel », a expliqué le commandant Bonazébi.

Selon lui, à la faveur des ateliers organisés à cet effet, les visiteurs ont compris comment réaliser un geste qui sauve dont celui consistant à arrêter une hémorragie. Le Rotary Club constitue, a-t-il ajouté, un grand groupe de société très utile du fait que ses actions contribuent efficacement au bien-être des citoyens comme l'objectif visé par la sécurité civile.

À l'issue de cette visite guidée, les Rotariens ont pris l'engagement de vulgariser les différentes missions des sapeurs-pompiers auprès de la population, dans les entreprises et administrations. « Nous savions seulement que les sapeurs-pompiers éteignaient le feu, aujourd'hui sur le terrain, nous avons appris beaucoup de choses sur eux. Ils interviennent dans notre vie à tout moment. Je ne savais pas que les sapeurs-pompiers pouvaient transférer un malade d'un hôpital à un autre. Nous allons les accompagner en véhiculant le message partout, en vulgarisant leurs missions », a assuré Claude Kamba, insistant sur le numéro d'urgence 118 pour appeler les sapeurs-pompiers.

Notons que les sapeurs-pompiers et les Rotariens œuvrent presque pour les mêmes valeurs : altruisme, solidarité et humanisme.

Parfait Wilfried Douniama

SOLIDARITÉ

Le Groupement mobile de police fait don de sang à la population

L'acte a été posé, le 8 février 2019, à l'hôpital de base de Makélékélé, dans le 1er arrondissement de la ville capitale, sur initiative de leur direction.

Pour le colonel de police, Guy Jonas Tsiba, commandant du Groupement Mobile de la police (GMP), il n'y a rien de plus compatissant que donner un peu de son sang pour sauver la vie d'un compatriote. « Présentement nous sommes en train d'exécuter les instructions du directeur général de la police, qui a bien voulu que nous puissions dans le cadre de la police de proximité assister la population d'une manière désintéressée ; l'assister c'est aussi faire un geste de solidarité, comme par exemple, donner du sang. Ainsi, dans le cadre de nos activités futur qui vont émailler les trente ans du Groupement mobile de la police (GMP), nous avons prévu aussi une action d'assistance à la population », a-t-il poursuivi.

Revenant sur les avantages d'une telle initiative, le Dr Ndalla, cheffe de poste de la banque de sang de l'hôpital de base de Makélékélé, a déclaré : « Dans notre structure on a plus de demandes que d'offres. On est incapable de satisfaire tout le monde. Quand une personne a besoin de deux poches de sang, le plus souvent, nous n'arrivons pas à la satisfaire. Si ce genre de don pouvait se faire chaque trois mois, cela pourrait couvrir ce manquement ».

Elle a, par ailleurs, précisé : « pour celui qui donne pour une première fois, nous demandons qu'il se présente à nos services pour venir chercher les résultats. Pour un homme, le temps qui lui faut pour attendre est de trois mois ; pour une femme, quatre mois. Et c'est à la prise de résultats qu'il ou qu'elle sera confirmée donneur ».

« C'est une bonne initiative du fait que le mois passé nous avons eu un cas ou un de nos éléments était en manque. On était obligé de le faire venir de Pointe-Noire. C'est là où nous avons compris l'utilité de donner de sang. Si chaque année ce genre d'opération pouvait se faire, cela pourrait aider à sauver des vies de nos compatriotes », a indiqué le sous-lieutenant de police, Précieux Anguima Oko, commandant de la 5e compagnie du GMP.

Guillaume Ondzé

« Dans notre structure on a plus de demandes que d'offres. On est incapable de satisfaire tout le monde. Quand une personne a besoin de deux poches de sang, le plus souvent, nous n'arrivons pas à la satisfaire. Si ce genre de don pouvait se faire chaque trois mois, cela pourrait couvrir ce manquement »



DÉCOUVREZ NOS NOUVELLES DESTINATIONS



VIENNE

À PARTIR DE
720 200 *XAF TTC
A/R

ATHÈNES

À PARTIR DE
734 600 *XAF TTC
A/R

MIAMI

À PARTIR DE
1 270 054 *XAF TTC
A/R

*Période de vente : avant le 05 février 2019 . Période de voyage : à partir du 03 avril 2019. ** Période de voyage : à partir du 1^{er} avril 2019. Via Casablanca.



ROYALAIMAROC.COM
CONTACTEZ ROYAL AIR MAROC OU VOTRE AGENCE DE VOYAGE
CONTACT AGENCE : 06 628 2828

INTERVIEW

Ousmane Doré: « Le secteur agricole est le plus grand pourvoyeur d'emplois en Afrique centrale »

En prélude à la tenue, du 12 au 14 février, du Forum que son institution organise à Brazzaville sur le thème « Dégager le potentiel des économies rurales grâce à l'investissement dans le développement des compétences et l'employabilité dans le secteur de l'agriculture en Afrique centrale », le directeur régional de la Banque africaine de développement (BAD) évoque, dans une interview exclusive, l'intérêt de ce secteur et la formation des jeunes comme clés de développement de l'agriculture et les zones rurales dans la sous-région.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Votre institution organise, à Brazzaville, en partenariat avec le Bureau international du travail, un forum sous-régional axé sur les questions relatives à l'emploi décent en milieu rural. Qu'est-ce qui explique cet intérêt pour le secteur de l'agriculture en Afrique centrale ?

Ousmane Doré (O.D.) : L'intérêt de la Banque pour ce secteur, dans la région Afrique centrale, tient principalement en trois points.

Premièrement, l'agriculture est un des cinq domaines prioritaires dans lesquels la Banque a choisi de s'investir et d'orienter ses opérations. C'est ce que nous appelons les « Top 5 » ou « High 5 » en anglais : « Eclairer l'Afrique » ; « Nourrir l'Afrique » ; « Industrialiser l'Afrique » ; « Intégrer l'Afrique » et « Améliorer les conditions de vie des Africains ». Comme vous le devinez, l'agriculture s'inscrit dans le second de ces « Top 5 ». À ce sujet, d'ailleurs, la Banque a développé la stratégie « Nourrir l'Afrique », pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, réduire la pauvreté, placer l'Afrique au sommet des chaînes de valeurs pour lesquelles, elle dispose d'un avantage comparatif et réduire les importations de produits alimentaires.

Deuxièmement, nous parlons là d'une région qui est considérée comme le second « poumon » de la planète, après l'Amazonie, et qui est caractérisée par la quantité et la qualité de ses terres arables, qui représentent un atout pour le développement de l'agriculture à grande échelle. En effet, la région dispose d'un potentiel forestier de trois cents millions d'hectares dont cent soixante-dix millions hectares de forêts tropicales denses, cinquante et un millions hectares de forêts productives, dix-huit millions hectares de conservation et cent millions hectares attribués. Il s'agit là d'un atout indéniable qui confère à l'Afrique cen-

trale un très grand potentiel de transformation agricole comme source de diversification économique et de croissance accélérée.

Troisièmement, l'agriculture est un secteur à grand potentiel de création d'emploi et de transformation susceptible d'impacter rapidement et considérablement l'amélioration des conditions de vie de la population.

En zones rurales, les jeunes sont particulièrement exposés à l'informel, à des taux élevés de chômage et de sous-emploi, aux faibles niveaux de compétences nécessaires pour l'amélioration de la productivité dans l'agriculture et l'économie rurale. L'Afrique centrale possède une population majoritairement jeune puisque plus de la moitié de la population a moins de 25 ans. Ces jeunes constituent une ressource importante pour le développement de la région. A ce propos, justement, la Banque a adopté une stratégie emploi pour les jeunes, qui vise la création de vingt-cinq millions d'emplois à l'horizon 2035, au niveau continental. Il est donc normal que, pour impulser une diversification économique et une croissance inclusive en Afrique centrale, il faille libérer le potentiel des économies rurales en investissant dans le développement des compétences et l'employabilité des jeunes dans le secteur agricole. C'est cela l'objet de ce forum, qui cadre bien avec l'agenda de la BAD.

L.D.B. : Ce forum met un accent particulier sur le développement des compétences capables de contribuer à l'essor de l'économie rurale. Pensez-vous que la sous-région ne dispose pas des ressources humaines nécessaires ?

O.D. : Ce potentiel que nous possédons d'avoir une population jeune dans la région, ne sera une vraie richesse que s'il est possible de la mettre à contribution pour le développement de l'Afrique centrale.

Cela passe nécessairement par le besoin d'avoir une population bien formée mais aussi « employable ». Cela veut dire qu'il faudrait développer des compétences appropriées qui pourraient être utilisées de manière efficace, pour le développement de l'économie rurale notamment. En d'autres termes, il faudrait s'assurer de mettre en adéquation ces compétences et le travail que nous voulons pour ces jeunes. Ces ressources humaines doivent donc être valorisées et mises au service du développement grâce au développement des compétences et une adéquation aux besoins réels de la région.

Or, les deux ingrédients essentiels pour propulser l'agriculture traditionnelle à faible productivité et aux maigres revenus vers une agriculture moderne à fort potentiel de développement, c'est de donner aux jeunes l'accès à des financements (capital) et de s'assurer qu'ils puissent avoir accès à un réservoir de compétences requises pour pratiquer une agriculture moderne et innovante (capital humain). Le développement du capital humain s'impose aujourd'hui comme le principal levier de la compétitivité de l'économie, de l'innovation et de l'amélioration du bien-être de la population.

L.D.B. : Comment les pays de la région doivent-ils procéder pour favoriser la création d'emploi pour la jeunesse rurale ?

O.D. : Les pays doivent premièrement identifier les filières et secteurs porteurs, pour lesquels ils ont un avantage comparatif ou qu'ils veulent développer de façon stratégique. L'autre étape serait d'identifier et de développer les compétences appropriées en phase avec ces choix. Ensuite, vient l'étape où ils doivent mettre en place des mécanismes visant le travail décent pour les jeunes dans ces secteurs et/ou dans l'économie rurale, si tel est le choix opéré. Par ailleurs, il



s'agira aussi de faire en sorte de promouvoir l'entrepreneuriat et laisser libre cours au secteur privé pour prendre la relève.

Pour ce faire, il faut investir pour que les zones deviennent productives, dynamiques et diversifiées, aussi bien d'un point de vue économique que social, tout en s'assurant que le climat des affaires est propice pour capter l'investissement. C'est cela qui pourra rendre les zones plus attractives pour les jeunes et le secteur privé. Par ailleurs, pour améliorer les compétences et l'employabilité des jeunes, il faut agir aujourd'hui pour anticiper les besoins en compétences et les métiers de demain, en s'intéressant notamment aux métiers innovants et verts, afin de mieux harmoniser l'offre de formation avec l'évolution du marché du travail.

L'agriculture est connue pour être l'un des secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois, sinon le plus important, en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier. La Banque est engagée à accompagner les pays et s'est dotée d'une stratégie visant spécifiquement à soutenir la création et la promotion des emplois en faveur des jeunes pour la période 2016 à 2025. Et, dans le cadre de sa mise en œuvre, la Banque est en train de déployer une série de programmes phares qui mettent l'accent sur trois secteurs à fort potentiel en matière d'inclusion des jeunes : l'agriculture, l'industrie et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

L.D.B. : En tant qu'institution financière panafricaine, quel peut être l'apport de la BAD pour aider l'Afrique centrale à faire progresser les économies

rurales et façonner le processus de transformation rurale ?

O.D. : L'apport de la Banque sera de concevoir, d'aider à concevoir ou d'accompagner mais, surtout, de financer des projets publics et privés, à travers les instruments qu'elle possède. Il s'agit, en l'occurrence, de ses guichets du Fonds africain de développement, de la BAD et du Fonds spécial du Nigeria. Par ses propres investissements et son savoir-faire, la Banque pourrait aussi attirer d'autres partenaires techniques et financiers, à en faire de même, à travers des cofinancements, par exemple.

Plus concrètement, la Banque entend appuyer la Communauté économique des États de l'Afrique centrale dans la mise en œuvre de son programme régional d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le forum de Brazzaville va nous permettre de tirer parti des enseignements tirés en matière de bonnes pratiques, de définir les orientations programmatiques et de bâtir des partenariats pour mettre en place un programme régional en faveur du développement des économies rurales. D'ailleurs, la Banque vient de finaliser le processus d'élaboration de sa stratégie d'appui à l'intégration régionale pour l'Afrique centrale, qui vise, dans son objectif global, à soutenir la diversification économique et la transformation structurelle à travers l'amélioration du commerce intra régional, en appuyant, entre autres, le développement des chaînes de valeur à caractère régional, notamment dans le secteur agricole.

Propos recueillis par Gankama N'Shia et Guy-Gervais Kitina

Samu na ngue!

Le contrôle devient total

Désormais, activez ou désactivez le roaming quand vous le souhaitez *everywhere you go*



mtncongo.net

*130*3*1#



CONGO/RUSSIE

Valéry Mikhaylov souligne de bonnes relations d'amitié et de coopération vieilles de 55 ans

En prélude au 470e anniversaire de la naissance de la diplomatie russe et au 55e anniversaire d'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, l'ambassadeur de la Fédération de Russie a animé, le 8 février à Brazzaville, une conférence de presse pour présenter le bilan 2018 des activités de son pays dans le monde.

Face aux journalistes, l'ambassadeur de la Russie a évoqué, entre autres, la guerre en Syrie ; la crise politique au Venezuela ; les liens de coopération entre la Russie et l'Afrique, particulièrement le Congo. Avec ce dernier, a-t-il dit, plusieurs domaines de coopération ont été exécutés avec succès. En effet, beaucoup d'édifices érigés à Brazzaville portent la marque russe. « Les relations entre la Russie et le Congo se développent d'une manière active dans une atmosphère traditionnellement amicale », a-t-il affirmé.

En matière d'échange de délégations, la coopération s'est traduite, a-t-il rappelé, par la participation d'une forte délégation congolaise au sixième Forum économique international de Yalta, en avril 2018, représentée par les membres de la Force montante congolaise, la jeunesse du Parti congolais du travail, et par l'association Les jeunes cadres. Le Congo a également été représenté par le ministre de la Défense nationale à la conférence sur la sécurité internationale, et par deux conseillers du chef de l'Etat, au Forum public russo-africain tenu en octobre dernier, à Moscou.

En outre, le diplomate russe n'a pas omis de rappeler la signature du Mé-morandum d'entente sur la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire entre la corporation d'Etat Rosatom et le ministère congolais de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique.

Dans le domaine de la formation des cadres congolais dans les universités civiles et militaires russes ainsi que de l'octroi de bourses d'études aux

jeunes congolais, deux domaines qui, selon lui, demeurent « la locomotive de la coopération bilatérale », l'ambassadeur a révélé qu'en 2018, plus de trois cents étudiants ont bénéficié de la bourse russe pour une formation dans diverses filières. Le pays a également octroyé soixante-dix bourses militaires.

Saisissant de l'opportunité, Valéry Mikhaylov a lancé un appel aux Congolais, demandeurs de bourse pour l'année en cours, de déposer leurs dossiers au ministère de l'Enseignement supérieur qui s'occupe de la présélection des candidats. Il a, par ailleurs, invité tous les détenteurs d'un diplôme russe à intégrer l'association des anciens étudiants, question de garder et de renforcer les liens entre eux.

Après avoir rappelé les événements phares organisés au Centre culturel russe, l'ambassadeur a convié tout le monde à la célébration, le 12 avril, de la Journée de la navigation spatiale, en l'honneur du premier cosmonaute Yuri Gagarine, dont le buste a été inauguré l'an dernier à Brazzaville. Il a assuré que la Russie se dit prête à approfondir davantage sa coopération avec l'Afrique par l'amélioration du dialogue politique ; la prévention des conflits régionaux et le règlement post-conflit.

« Ensemble, nous efforçons de contrer la croissance rapide des défis transfrontaliers, tels que le trafic incontrôlé d'armes, la migration illégale, la piraterie maritime, la cybercriminalité et le changement climatique. Ces défis mondiaux exigent la consolidation des efforts de la communauté



Valéry Mikhaylov s'adressant aux journalistes/Adiac

internationale », a précisé le diplomate.

Faire baisser des tensions dans le monde...

Valéry Mikhaylov a fait savoir que son pays se préoccupe des conflits qui déchirent plusieurs régions du Moyen-Orient, l'Ukraine et l'Afrique du nord.

« Dans les conditions de l'émergence du monde multipolaire, le monde où chaque peuple détermine son propre chemin de développement, nous observons l'activité grandissante des pays occidentaux qui cherchent à empêcher le fonctionnement normal des institutions multilatérales par des moyens économiques et militaires, ne renonçant pas aux tentatives d'imposer leurs règles au monde », a déclaré l'ambassadeur.

Dans ce contexte, il a précisé que « la Russie ne cesse de promouvoir, d'une manière conséquente, un agenda international positif, cherche des solutions collectives aux problèmes existants sur la base du droit international, tout en contribuant à la construction d'un ordre plus équitable tenant compte de la voie de chaque nation ».

Il a souligné que son pays poursuivra cette année ses efforts, afin de renforcer la sécurité et faire baisser des tensions dans le monde.

Pour ce qui concerne le conflit syrien, Valéry Mikhaylov a indiqué que les actions de la Russie ont tracé le chemin vers quelques succès dans la lutte contre le terrorisme et « grâce à cela, il a été possible d'y préserver l'Etat, entamer le redressement économique et le retour des

réfugiés », ajoutant: « Nous nous félicitons de la décision de Donald Trump de retirer les troupes américaines du pays. Nous nous attendons à ce que ce processus ne soit pas reporté indéfiniment et soit achevé à temps ».

Dans le domaine économique, la Russie « se donne la tâche de préserver un commerce libre, transparent et mutuellement avantageux et se montre favorable à l'abandon de la pratique consistant à imposer des restrictions économiques d'une façon unilatérale ».

Parmi les activités ayant marqué l'année 2018 en Russie figure l'organisation de la Coupe du monde de football qui a fait déplacer des millions de fanatiques du ballon rond, ainsi que l'élection présidentielle qui a permis au peuple russe de renouveler sa confiance en Vladimir Poutine.

Signalons que c'est le 10 février 1549 que le premier organisme russe des Affaires étrangères a été mentionné, marquant la naissance de la diplomatie russe. En plus, le mois de mars demeure dans les souvenirs des relations diplomatiques et de coopération entre le Congo et la Fédération de la Russie. C'est dans ce cadre que s'inscrit la célébration, le 16 mars prochain, des cinquante-cinq ans d'amitié et de confiance.

En rappel, c'est le 16 mars 1964 que l'ex-URSS et le Congo ont établi leurs relations diplomatiques et signé les premiers accords bilatéraux. Pour cette année encore, les perspectives entre les deux pays s'annoncent sous un bon jour.

Yvette Reine Nzaba

C2A Conseils Associés en Afrique Congo Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal

Le cabinet C2A organise un séminaire d'information sur les innovations de la loi de finances pour l'exercice 2019 et de présentation du nouveau Code Général des Impôts 2019 le :

Vendredi 15 février 2019 de 9 heures à 13 heures

A l'hôtel DOUBLETREE, BY HILTON – Situé au 127, avenue Denis LOEMBA à Pointe Noire

Pour les modalités pratiques et financières, bien vouloir nous contacter par :

Email, à l'adresse suivante : yangossio@c2a-cil.com; ou

Au: 06 510 21 11/06 953 97 97 ;



32^e SOMMET DE L'UA

Zones de tensions et questions institutionnelles au menu des discussions

Addis-Abeba, la capitale éthiopienne et siège de l'organisation continentale, accueille depuis hier jusqu'à aujourd'hui, l'assemblée ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, la trente-deuxième du genre, sur le thème « L'année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées : pour des solutions durables au déplacement forcé en Afrique ».

La problématique majeure choisie cette année par les chefs d'Etat et de gouvernement et autour de laquelle seront déclinées les activités clés de l'Union africaine (UA) va leur permettre de chercher des voies et moyens nécessaires pour trouver des solutions durables à l'épineux problème des migrations forcées qui sont d'abord intercontinentales, avec des déplacés internes représentant plus de 80% de migrants africains.

Au cours du sommet, les chefs d'Etat et de gouvernement des cinquante-cinq pays membres vont également se pencher sur la situation dans les zones de tension mais aussi sur des questions institutionnelles, dont le président en exercice sortant de l'UA, Paul Kagame, avait fait l'une de ses priorités. Au nombre de ces questions figure l'instauration d'une taxe sur les importations qui doit permettre d'assurer l'indépendance financière de l'UA et dont plus de 54% du budget 2019 proviendra de donateurs étrangers. Une proposition qui pourrait ne pas être acceptée par tous en raison de la réticence de certains Etats. La réforme de la Commission fait aussi partie des points à l'ordre du jour. Il faut signaler

que le sujet est toujours sensible puisqu'en novembre 2018, la majorité des Etats avait rejeté le projet de donner au chef de l'organe exécutif de l'UA le pouvoir de nommer ses propres adjoints et commissaires.

Les chefs d'Etat et de gouvernement devront, en outre, pousser les pays qui ne l'ont pas encore fait à ratifier l'accord sur la Zone de libre-échange continentale (Zlec) pour permettre son entrée en vigueur. En mars 2018, quarante-quatre pays avaient signé ce document pour la création de la Zlec, censé développer le commerce intra-africain. Ce marché unique est l'un des projets phares du vaste programme « Agenda 2063 », conçu comme un cadre stratégique pour la transformation socio-économique du continent. Il est considéré comme une initiative majeure de l'Afrique pour remédier à sa faible intégration économique actuelle.

Dans le cadre des préparatifs de ce 32^e sommet de l'UA, le président de la Commission, Moussa Faki Mahamat, a appelé, le 7 février, les pays membres à intensifier leurs efforts pour mettre en place la Zlec en Afrique. « Les progrès de la Zlec en Afrique sont très en-

courageants et, au rythme où vont actuellement les ratifications, on peut espérer une entrée en vigueur de l'accord dans les semaines à venir », a-t-il déclaré aux ministres des Affaires étrangères africains. « J'espère que les six pays qui n'ont pas encore signé cet accord le feront dès que possible et que ceux qui l'ont déjà signé mèneront rapidement à bien le processus de ratification », a ajouté Moussa Faki Mahamat. Au total, quarante-neuf des cinquante-cinq pays membres de l'UA ont déjà signé l'accord portant création de la ZLEC et treize d'entre eux l'ont ratifié, selon les chiffres de l'organisation. Vingt-deux ratifications sont nécessaires pour que la Zlec entre en vigueur, au moment où douze autres pays membres de l'UA sont déjà en passe d'obtenir une ratification de l'accord par leur parlement, a-t-on précisé.

L'Egypte à la tête de l'organisation continentale

A la faveur du présent sommet, le chef de l'Etat égyptien, Abdel Fatah al-Sissi, va assurer la présidence tournante de l'organisation pour 2019. Mais plusieurs analystes pensent que son pays, poids lourd régional, « poursui-

va sa quête d'influence sans chercher nécessairement à renforcer l'institution ». Les Egyptiens, en effet, « sont pleinement engagés dans les réformes », a assuré pour sa part un responsable de l'UA.

Quant à Liesl Louw-Vaudran, de l'Institut pour les études sur la sécurité, il soutient que « les pays d'Afrique du nord ont la réputation de regarder dans une direction différente de celle de l'Afrique ». « L'Egypte devra surmonter ce stéréotype », a-t-il souligné.

Elissa Jobson, cheffe du plaidoyer pour l'Afrique à l'ONG Crisis Group, a expliqué ce qu'elle pense de la présidence du Caire à l'UA. « Abdel Fatah al-Sissi souhaite que l'Egypte soit considérée comme faisant partie de l'Afrique et pas seulement du monde arabe », a-t-elle commenté. L'analyste a ajouté : « Nous pouvons nous attendre à ce qu'il profite de la présidence pour renforcer la position de son pays parmi les autres Etats africains (...). Il ne s'agit pas d'une rupture avec les administrations précédentes, en particulier celle de son prédécesseur ». Elissa Jobson a, par ailleurs, salué la présidence rwandaise de l'UA : «

Paul Kagame a montré que la présidence, longtemps considérée comme une simple figure de proue, peut servir à promouvoir les intérêts nationaux et à renforcer la stature internationale d'un dirigeant ».

Un diplomate africain qui a requis l'anonymat a également salué la présidence de Paul Kagame mais, il s'est dit « déçu » que l'institution ne soit pas venue à bout de toutes les réformes envisagées. L'Egypte, à l'instar d'autres pays puissants comme l'Afrique du Sud ou le Nigeria, ne souhaite pas une « UA forte », d'autant plus qu'elle n'a « jamais oublié » sa suspension en 2013, a-t-il avancé. Cette décision avait été prise après la destitution par l'armée de l'islamiste Mohamed Morsi, premier président démocratiquement élu en 2012. « L'Egypte se concentrera probablement sur la sécurité et le maintien de la paix » et moins sur « la réforme financière et administrative de l'UA en tant qu'institution », estime, pour sa part, Ashraf Swelam, directeur général du Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et l'instauration de la paix, lié au ministère des Affaires étrangères.

Nestor N'Gampoula

NIGERIA

Le pays dans la dernière ligne droite avant la présidentielle

Le territoire le plus peuplé d'Afrique avec cent quatre-vingt-dix millions d'habitants et première puissance pétrolière du continent votera, le 16 février, lors d'un scrutin très serré entre le président sortant, Muhammadu Buhari, et le chef de l'opposition, Atiku Abubakar, un ancien vice-président.

A Lagos, mégalopole économique, et Abuja, capitale fédérale, les deux candidats principaux rencontrent pour l'une des dernières fois leurs électeurs dans deux meetings géants, où sont attendues des dizaines de milliers de personnes. Pendant un mois, Muhammadu Buhari, candidat du Congrès des progressistes (APC), et Atiku Abubakar, du Parti populaire démocratique (PDP), principal parti de l'opposition, ont parcouru les trente-sept Etats que compte le Nigeria, rassemblant tous deux des cohortes de supporters impressionnantes.

Les candidats affichent et partagent les photos de foule sur les réseaux sociaux avec fierté, dans une bataille électorale féroce, qui a poussé le quotidien national The Punch à titrer, le 8 février : « PDP, APC : Ma foule est plus grosse que la tienne ». En réalité, pour de nombreux experts et observateurs, les records historiques de partici-

pation aux meetings politiques sont davantage le symbole du ralentissement économique et de la pauvreté ambiante que d'un sursaut soudain de popularité pour ces deux candidats, qui ne sont pas particulièrement populaires ni charismatiques.

Les rassemblements politiques sont avant tout une occasion de récolter quelques billets, de la nourriture ou des « cadeaux » lancés par les équipes de campagne à la foule.

Le pays a plongé dans la récession économique entre 2016 et 2017, peu après l'arrivée de Muhammadu Buhari au pouvoir, et aujourd'hui la croissance peine à se relever.

Le géant d'Afrique est désormais le pays au monde qui compte le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (quatre-vingt-sept millions), devant l'Inde, selon le baromètre World poverty clock. C'est, d'ailleurs, sur les questions économiques

que l'opposant Atiku Abubakar veut faire la différence, promettant de « remettre le Nigeria au travail » (Make Nigeria work again).

Un scrutin très serré

Ancien vice-président mais aussi homme d'affaires prospère, le candidat du PDP défend une politique libérale pour sortir le Nigeria du marasme économique, alors que l'administration Buhari a favorisé l'interventionnisme de l'Etat sur la Banque centrale, fixant les taux de change ou interdisant les importations.

Muhammadu Buhari s'est également placé comme un politique proche du peuple, avec sa mesure « Trader Moni », un système de micro-crédit (de vingt-quatre à soixante-quinze euros) pour deux millions de petits commerçants dans les marchés. « Buhari se place comme un homme d'Etat, pro-gouvernement, dans un système de nationalisation des

services, alors qu'Abubakar se place comme pro-business et veut encourager le privé », note Cheta Nwanze, analyste politique pour le cabinet SBM intelligence, à Lagos. « C'est nouveau dans notre pays. Nous n'avons jamais eu cela auparavant », souligne le chercheur.

Au Nigeria, pays divisé entre un sud majoritairement chrétien et un nord à dominante musulmane, ainsi qu'entre trois groupes communautaires majoritaires (Haoussa, Yoruba et Igbo), le choix des candidats est plus souvent fondé sur sa région d'origine ou sa religion que sur les idées. Mais cette année, les deux candidats principaux sont tous deux Haoussas musulmans.

« Cette fois, les résultats des élections ne seront pas liés à une religion ou une ethnie », relève Tanko Yakasi, ancien ministre politique de 93 ans, mémoire vive de Kano et du Nigeria post-colonial. « Il n'y aura

pas de sectarisme ou de tribalisme. Ce sera très serré ou Atiku pourrait l'emporter », prédit-il.

Il reste une semaine au géant économique et démographique pour pouvoir organiser un scrutin libre et démocratique, dans un pays très défaillant en termes d'infrastructures, d'accès à l'électricité ou encore de sécurité. Des régions entières, comme dans le nord-est, région dévastée par près de dix ans de conflit entre l'armée et l'insurrection djihadiste de Boko Haram, sont inaccessibles et plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées ne pourront sans doute pas se rendre aux urnes. Même pour les autres, la tâche est compliquée.

Le 8 février, la Commission électorale nationale nigérienne a étendu le délai limite pour collecter les cartes d'électeurs au lundi 11 février après avoir reçu une avalanche de plaintes.

N.N'G. et AFP

MALI

Le chef de l'Etat appelle à l'industrialisation de son pays

En visite en Allemagne, du 7 au 9 février, le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), a rencontré la chancelière Angela Merkel. Il a salué l'engagement de Berlin et souhaité son renforcement sur le plan sécuritaire.

L'Allemagne est le premier pays occidental à avoir reconnu le Mali indépendant, en 1960. Sur le plan sécuritaire, mille cinq cents soldats allemands sont engagés dans ce pays, dans le cadre de la Minusma. C'est le premier déploiement de Berlin à l'étranger.

Lors de sa visite au Mali, en novembre dernier, la ministre allemande de la Défense, Von der Leyen, avait demandé aux autorités du pays à jouer un rôle militaire plus important et à accélérer les réformes politiques. L'autre volet concernant la présence allemande est l'aide au développement, notamment dans le processus de décentralisation, l'agriculture et l'approvisionnement en eau.

IBK a appelé à «l'industrialisation du Mali, qui va générer de l'emploi à la jeunesse et atténuer les poches de misère d'où vient le terrorisme». Il a déploré la lenteur des ressources financières promises, pour lutter contre le fléau. Le chef de l'Etat a rappelé que le Sahel est «une digue de protection pour le monde entier (et) que si elle venait à se rompre, les conséquences seraient désastreuses pour l'Europe qui est en face».

Intervenant sur le débat autour du franc CFA, IBK a estimé : «Pour le moment, l'arrimage de mon pays avec cette monnaie lui donne des possibilités à l'international et le met à l'abri de plusieurs tractions, dont les fluctuations des prix». Par contre, il est pour «la souveraineté monétaire» des pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine.

Noël N'dong

PROGRAMME DES OBSÈQUES

de Mme Okouya née Monique Mikano Mbongo

M. René Okouya et famille informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de Mme Okouya née Monique Mikano Mbongo se présente comme suit :

Samedi 9 février 2019

-18h00 : arrivée de la dépouille mortelle à Brazzaville par le vol régulier de la compagnie Air France.

Mardi 12 février

-8h30 : levée du corps à la morgue municipale ;
-9h00 : 11h45 : recueilliement au domicile familial sis case A4 quartier Clairon (arrêt Tourisme) ;
-12h00 : messe de requiem en la paroisse Saint-François d'Assise (arrêt CCF) ;
-13h30 : départ pour le cimetière privé Bouka.



TRANSPORT AÉRIEN

L'Union africaine compte sur l'adhésion de quarante Etats au sein de son marché unique

La commissaire de l'organisation aux infrastructures et à l'énergie, Amani Abou-Zeid, a exprimé le souhait de concrétiser la création du Marché unique du transport aérien en Afrique (Mutaa), lors d'une conférence de presse organisée en marge du 32e sommet à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne.

Amani Abou-Zeid a projeté une adhésion de tous les pays membres d'ici à 2021. A ce jour, vingt-huit Etats membres ont signé, ce qui représente plus de sept cents millions de personnes, a fait savoir la commissaire. « Les Etats membres signataires ont adopté des mesures pour harmoniser leurs accords bilatéraux sur le service aérien avec seize pays signant le protocole d'application supprimant toutes les restrictions (...) afin de les mettre en conformité avec les dispositions de la décision de Yamoussoukro sur la libéralisation des marchés du transport aérien en Afrique », a-t-elle déclaré.

Evoquant les avantages du Mutaa, Amani Abou-Zeid, a dit qu'il « devrait donc avoir un impact important sur la mise en place réussie de la Zone de libre-échange

continentale (Zlec) africaine et le protocole sur la libre circulation des personnes, qui sont également des projets phares prioritaires de l'Agenda 2063 de l'UA ». « La mise en place du Mutaa est vitale pour réaliser la vision sur le long-terme de l'UA d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique », a-t-elle souligné.

Lancé par vingt-trois Etats membres lors du sommet de l'Union africaine (UA) de janvier 2018 dans le but d'accélérer la connectivité sur le continent, le Mutaa est une initiative qui vise à créer un marché unifié du transport aérien en Afrique, à libéraliser l'aviation civile sur le continent et à y impulser l'intégration économique. La Commission de l'UA estime que ce marché unique permettra l'amélioration des niveaux de service aérien et renforcera la

concurrence entre les itinéraires. Ce qui entraînera des tarifs plus compétitifs, stimulera le volume des trafics supplémentaires, favorisera le commerce, les investissements ainsi que d'autres secteurs de l'économie et entraînera un accroissement de la productivité tout comme une augmentation de la croissance économique, y compris des emplois.

Notons que le Mutaa est le résultat de l'application des principes de la Décision de Yamoussoukro adoptée en 1999 et approuvée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA à Lomé (Togo), en juillet 2000.

La Décision de Yamoussoukro prévoyait également la création de l'Agence d'exécution du transport aérien africain, chargée de superviser et de gérer la libéralisation du secteur aérien sur le continent. Celle-ci a vu le jour en 2007, lors de la troisième conférence des ministres responsables du transport aérien de l'UA tenue à Addis-Abeba. Elle a confié ses fonctions à la Commission de l'aviation civile africaine.

Nestor N'Gampoula

TCHAD

Plus de deux cent cinquante terroristes capturés

L'annonce a été faite, le 9 février, par l'armée tchadienne, précisant que les insurgés, dont « quatre principaux chefs », ont été également arrêtés après l'entrée d'une colonne de rebelles dans le pays à partir de la Libye fin janvier.

« Plus d'une quarantaine de véhicules ont été détruits », « plusieurs centaines d'armes saisies » après l'opération, indique un communiqué de l'état-major de l'armée. « Le ratisage continue dans la région de l'Ennedi, dans le nord-est tchadien frontalier de la Libye et du Soudan (...) Plusieurs documents compromettants » ont été saisis, ajoute le communiqué sans plus de détails.

L'état-major de l'armée tchadienne a donné cette information alors que le président, Idriss Déby Itno, avait affirmé, le 7 février, en Conseil des ministres, que la « colonne de mercenaires » avait été « complètement détruite » par l'armée tchadienne épaulée par la France.

Après une incursion en « profondeur » au Tchad fin janvier de rebelles venus de Libye, N'Djamena a demandé

à la France son soutien militaire. Ce qui avait permis à Paris de procéder à des frappes de Mirage 2000 contre une colonne de pick-up.

D'après des sources concordantes, l'Union des forces de la résistance (UFR), groupe armé à l'origine d'une tentative de putsch en 2008 stoppée in extremis aux portes du palais présidentiel de N'Djamena grâce à l'appui de l'allié français, a affirmé être entrée au Tchad avec trois colonnes distinctes de pick-up armés.

Et selon Mahamat Doki Warou, cadre de l'UFR, son groupe reconnaît avoir enregistré des « dégâts » après les frappes françaises successives. « Nous sommes dans les montagnes de Hadjer Marfaïn », dans la même région, a assuré une source interne au groupe, affirmant que dix combattants de l'UFR ont été tués dans les frappes.

Du côté des forces régulières, un officier qui a requis l'anonymat a dit que des éléments de l'armée tchadienne basés à Ounianga et Fada, leurs deux bases dans cette partie de la région de l'Ennedi, ont été déployés dans la zone de Bao où les frappes françaises ont eu lieu. « La chaîne de commandement militaire » de l'UFR est « décapitée », a-t-il indiqué.

La région de l'Ennedi, désertique, montagneuse et peu habitée, abrite le fief du président Idriss Déby, Amdjarass. Le ministre de la Défense, Daoud Yaya, s'y était rendu après les frappes de l'armée française.

Notons que depuis son arrivée au pouvoir en 1990 avec l'aide de Paris, l'actuel président tchadien, qui avait renversé Hissène Habré, a toujours compté sur son allié français, qui a installé à N'Djamena le quartier général de sa force antidjihadiste Barkhane, pour combattre toute rébellion.

N.N'G.

Maman Marie Noëlle Mouagni (1937 - 2019)

Ce qu'elle a été en vérité

« Vous ne pouvez pas renverser une femme du piédestal qu'elle s'est construit. »

« Il n'y a rien de plus fort qu'une femme brisée qui a réussi à se reconstruire toute seule. »

Marie Noëlle Mouagni, notre mère - la Grande pour certains, la tante, Mamie pour d'autres - est cette femme brisée qui s'est reconstruite et qui a construit avec abnégation, sans relâche et toute seule sa descendance, sa fratrie et son entourage.

« Les femmes qui ont les murs les plus hauts sont celles qui donnent l'amour le plus profond. »

L'apparente méchanceté, la redoutable rudesse et la légendaire rigueur de Marie Noëlle Mouagni ne sont en réalité que de solides murs de protection qu'elle a érigés dans le seul but d'assurer la protection de ses bien-aimés.

Beaucoup d'entre ses proches parents et amis n'ont, fort malheureusement, pas perçu qu'elle le faisait tout simplement

par amour et pour l'amour. Le chirurgien n'ampute-t-il pas les membres de son patient dans le seul but de lui sauver la vie ?

« Une femme forte est une femme qui est capable de construire une base solide avec des briques qui ont été jetées par une autre personne. »

Marie Noëlle Mouagni, cette brave femme injustement privée de scolarité, malgré son statut défavorable de mère seule, s'est résolument engagée à assurer l'éducation de ses enfants avec la ferme volonté et l'infatigable détermination de produire de grands intellectuels.

« Une femme forte n'a pas peur de l'échec. Elle n'a pas peur d'échouer car, elle sait qu'elle finira toujours par se relever. »

Marie Noëlle Mouagni avait une foi inébranlable et une confiance hors pair en son Dieu. Aucun obstacle n'était infranchissable à ses yeux. Elle ne pouvait ni concevoir ni comprendre qu'une personne

valide se résigne dans la pauvreté.

Adolescente, Marie Noëlle Mouagni comprit que le produit miracle qui faisait admirablement briller les fauteuils d'une famille européenne amie était fait de cire et d'une substance grasse. Alors, elle se servit d'une bougie (la cire) et d'huile de palme (la graisse) pour obtenir un produit similaire qui lui permettait de lustrer régulièrement et avec beaucoup d'application les meubles de son très cher père.

« Le succès [dit-on] n'est pas seulement ce que vous accomplissez dans la vie, c'est également ce que vous inspirez comme action aux autres. »

Marie Noëlle Mouagni se complaisait à partager généreusement ses inestimables connaissances de grande et battante femme d'expérience.

Elle était capable d'aimer même si on ne le lui rendait pas toujours, parce qu'elle était souvent incomprise.

Marie Noëlle Mouagni est un personnage complexe, très complexe.

Elle est ce beau rosier rare qui porte de grosses et saillantes épines que sont les blâmes, quelque fois jugées trop répétitives ; la rudesse déconcertante ; la punition à certains égards sévère ; la répri-

mande ; la sévérité tout simplement.

Elle est aussi ce verdoyant rosier unique dont les fleurs diffusent sans discontinuer une senteur hybride qui rafraîchit et tonifie.

Marie Noëlle Mouagni est surtout ce grand rosier épique qui répand dans son sillage un parfum composite dont les diverses nuances d'arômes se nomment organisation, rigueur, application, créativité, bravoure, autorité, probité, droiture, honneur, dignité, rhétorique, éloquence, justice, responsabilité, performance, force de caractère, estime de soi, confiance en soi, foi, générosité et j'en passe.

Oui, la générosité et la recherche de la justice étaient ses actes les plus récurrents, les plus remarquables.

Puisse ce grand et précieux héritage être cette lumière vivifiante qui va à jamais illuminer notre devenir, notre vie.

D'aucuns retiendront que, être une femme aimable, généreuse, juste et forte, c'est être Marie Noëlle Mouagni.

Que, pour son amour sincère éprouvé dans le monde des hommes, le Seigneur notre Dieu consente à recevoir son âme dans le royaume des cieux

Brazzaville, le 07 février 2019



RDC-ANGOLA -CONGO

Félix Tshisekedi assuré du soutien de ses pairs d'Afrique centrale

Au terme de son séjour de quarante-huit heures à Brazzaville, le président de la République démocratique du Congo (RDC), qui était aussi à Luanda, s'est dit satisfait des entretiens qu'il a eus avec ses homologues Joao Lourenço et Denis Sassou N'Gusso.

Avant de quitter Brazzaville, le 8 février en fin d'après midi pour Kinshasa, Félix Tshisekedi a notamment souligné combien il était important pour lui d'expliquer à ses voisins de la sous-région les tenants et aboutissants du processus électoral dans son pays. Le chef de l'Etat de la RDC a déclaré : «*La première des choses, c'est le côté symbolique. J'ai voulu commencer ma tournée par la région, pour montrer l'importance que j'attache à cette dernière et l'idée que je me fais de l'Afrique de demain. Cette Afrique qui passe, évidemment, par des liens entre nous. Donc, il fallait commencer par là. Egalement, il fallait expliquer ce qui s'est passé chez nous. Comme vous le savez, il y a eu une alternance historique. En*



Denis Sassou N'Gusso et Félix Tshisekedi saluant la foule (photo DR)

plus qu'elle soit pacifique et civilisée, malheureusement elle a été entachée de certains soupçons. Il fallait donc lever cela en expliquant à nos partenaires, à nos frères, de

la région, particulièrement au président Denis Sassou N'Gusso, qui est président en exercice de la Cirgl, et au-delà de cela a accompagné notre pays dans ce processus...

Je crois que ma mission est accomplie, tout s'est bien passé. J'ai été très bien accueilli partout où je suis passé. J'ai reçu l'assurance de mes homologues, d'avoir

leur soutien pour la suite des événements, par rapport au mandat que les Congolais m'ont confié.»

Gankama N'Siah

Communiqué de presse relatif à la visite du président de la RDC

A l'invitation de son Excellence M. Denis Sassou N'Gusso, président de la République du Congo, président en exercice de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (Cirgl), son Excellence M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République démocratique du Congo (RDC), a effectué une visite de travail, les 7 et 8 février 2019, à Brazzaville, en République du Congo, à la tête d'une importante délégation.

2. Dans une atmosphère empreinte de fraternité, les deux chefs d'Etat ont eu des entretiens en tête-à-tête au cours desquels ils ont procédé à un large échange de vues sur des questions bilatérales, régionales et internationales.

3. A cette occasion, ils se sont réjouis de l'excellence des relations séculaires d'amitié, de coopération et de bon voisinage qui existent entre leurs deux pays.

4. Le président Denis Sassou N'Gusso a réitéré ses félicitations au président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo pour sa victoire à l'élection présidentielle du 30 décembre 2018.

5. Il a également félicité le peuple congolais, son gouvernement et le président Joseph Kabila Kabange pour avoir réussi, dans la paix, la première transition démocratique du pays.

6. Le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a, pour sa part, salué le rôle joué par le président Denis Sassou N'Gusso, à la tête de la Cirgl, dans la recherche des solutions aux crises diverses sur le continent, notamment en République centrafricaine et en Libye.

7. Le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a salué les initiatives du président Denis Sassou N'Gusso, visant à consolider la paix dans l'ensemble du pays et à redynamiser l'économie congolaise. Il l'a assuré de son soutien dans tous les projets bilatéraux de développement.

8. Les présidents Denis Sassou N'Gusso et Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo ont souligné la nécessité de poursuivre les échanges à tous

les niveaux entre les deux pays, sur les questions d'intérêt commun.

9. A cet égard, les deux chefs d'Etat ont demandé la tenue, au cours de l'année 2019, de la 12e session de la Grande commission mixte entre la République du Congo et la République démocratique du Congo, et la réactivation de toutes les commissions mixtes spécifiques, afin de traduire la volonté de raffermissement des liens d'amitié, de coopération et de fraternité qui unissent leurs deux pays et qui caractérisent leur politique de bon-voisinage.

10. Les deux chefs d'Etat ont renouvelé leur attachement aux idéaux de l'Union africaine, notamment à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 d'intégration pour l'émergence d'une Afrique en paix, unie et prospère.

11. Le président Denis Sassou N'Gusso a exprimé ses sincères remerciements au président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo pour sa visite.

12. Au terme de sa visite de travail en République du Congo, le président de la République démocratique du Congo, a remercié le président Denis Sassou N'Gusso, le gouvernement et le peuple congolais pour l'accueil fraternel et chaleureux qui lui a été réservé, ainsi qu'à sa délégation.

13. Le président de la République démocratique du Congo, son Excellence M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a adressé au président Denis Sassou N'Gusso, une invitation à effectuer une visite officielle en République démocratique du Congo ainsi que ses condoléances les plus attristées pour le deuil qui l'a frappé.

14. L'invitation a été acceptée. La date de cette visite sera fixée par voie diplomatique.

Fait à Brazzaville, le 8 février 2019

EDUCATION

Refaire l'école congolaise

L'exhortation est du président de l'Association africaine de défense des droits de l'homme, Jean-Claude Katende, qui demande aux nouvelles autorités du pays d'inscrire, parmi leurs premières priorités, la réforme du système éducatif congolais en vue de rehausser son niveau.

Après son récent appel à l'assainissement du secteur de l'Enseignement supérieur, le président de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho), Jean-Claude Katende, pense que « l'école est à refaire. L'école est à repenser ». Pour ce juriste, la qualité de l'enseignement passe par la reprise des responsabilités par l'Etat qui est le pouvoir organisateur de ce secteur. « L'école doit donc cesser d'être un objet de commerce pour les responsables scolaires et un outil d'enrichissement sans cause pour l'autorité publique », a-t-il soutenu. Dans l'une de ses pages d'opinion publiée le 6 février, il a

dit rejoindre ceux qui pensent que les nouvelles autorités du pays devront porter une attention particulière à l'école maternelle, primaire et secondaire, la base de l'éducation.

Des écoles commerçantes

Jean-Claude Katende fait remarquer que toutes les écoles établies au pays ne poursuivent pas leur objectif principal, à savoir la formation de la jeunesse. Dans les écoles, privées comme publiques, regrette ce juriste, la recherche du gain a pris le dessus sur la formation des enfants. Notant que les frais scolaires étaient au-dessus de la bourse de beaucoup de parents, il affirme qu'il y a des établissements où ces frais annuels atteignent mille cinq cents ou deux mille dollars américains. « Dans ces conditions, la majorité de Congolais peut-elle scolariser ses enfants ? », se demande-t-il.

Le président de l'Asadho

regrette également qu'à ce jour, les écoles vendent tout (journal de classe, uniformes, chaussettes, pull-over, pantoufles...) à des prix inimaginables et inventent toutes sortes de frais (frais de réinscription, frais de l'Etat, frais Kimbuta...), sans que l'Etat s'en émeuve. Quand un enfant entre en 6^e année des humanités, prévient le penseur libre, les parents doivent se préparer à être pillés par les autorités éducatives en payant toutes sortes de frais, dont personne ne connaît la destination finale, selon lui.

Relevant qu'il y a présentement dans le public des écoles qui exigent aux parents de contribuer même à la construction de nouvelles salles de classe, Jean-Claude Katende s'indigne que cet acte qui devrait être volontaire soit devenu obligatoire. « L'autorité publique n'intervient pas et ne dit rien.



Me Jean-Claude Katende

Est-ce qu'elle y tire un profit ? Fort possible », pense-t-il.

A côté de cette description de l'école, il y a également la mauvaise qualité de l'enseignement et la baisse du niveau de l'éducation. La solution serait, selon le président de l'Asadho, de refaire l'école, de la repenser. « Les nou-

velles autorités devront décharger les parents de tous ces frais inutiles qui enrichissent les responsables des écoles. Elles devront organiser les états généraux sur l'école pour que tout change et donne un autre avenir à l'école du Congo », a-t-il recommandé.

Lucien Dianzenza

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Le suspense tire en longueur

Le tout premier exécutif du quinquennat de Félix Tshisekedi se fait toujours attendre, donnant quelques signes de lassitude à l'opinion interne.

Ceux qui avaient cru que les choses pouvaient aller très vite, au lendemain de la prestation de serment, le 24 janvier, du président de la République nouvellement élu, sont obligés de prendre leur mal en patience. En effet, plusieurs difficultés s'amoncellent déjà sur la voie de la formation du prochain gouvernement, à commencer par l'attente de la publication, par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs des législatives nationales du 30 décembre 2018, après examen des derniers recours en contestation introduits par des candidats lésés. Pour l'heure, la chambre basse du parlement compte à peine quatre cent quatre-vingt-cinq députés nationaux sur les cinq cents sièges à pourvoir. Les quinze sièges restants devraient être complétés par les élus de Beni ville, Beni territoire et Yumbi, au terme des législatives nationales et provinciales que la Commission électorale nationale indépendante (Céni) se propose d'organiser le 31 mars.

Cela étant, le bon sens voudrait qu'on ne puisse pas former un gouvernement sans avoir une cartographie complète de la configuration de l'Assemblée nationale. Pour ce faire, l'examen des recours se poursuit à la Haute Cour, en plus de l'organisation des législatives dans les trois territoires et ville précités. La Cour constitutionnelle qui, selon la loi électorale, dispose de soixante jours pour traiter les différents cas de recours avant de rendre son arrêt, pourrait vraisemblablement aller jusqu'au mois d'avril, le délai prenant effet à partir du 12 janvier, date de la publication des résultats provisoires par la Céni. D'où le blocage observé actuellement, à en croire maints ana-

lystes qui estiment que, dans sa quête de former un gouvernement véritablement inclusif, Félix Tshisekedi est obligé d'attendre que les jeux soient clairs à la chambre basse du parlement, quand bien même la « Kabilie » revendique déjà la majorité avec plus de trois cents députés élus. Et dans un contexte où la vacance de certains sièges est constatée, il serait hasardeux pour l'informateur de dénicher une majorité parlementaire précise en faisant fi des élus de Beni, Butembo et Yumbi qui ont, eux aussi, voix au chapitre dans la formation du gouvernement.

A propos de cet informateur que le chef de l'Etat est appelé à nommer afin de dégager la majorité parlementaire avec laquelle il va travailler, les violons ne s'accordent toujours pas entre le Front commun pour le Congo (FCC) et le Cap sur le changement, les uns n'y voyant aucune opportunité étant entendu que la majorité s'est déjà constituée au terme des élections du 30 décembre, les autres estimant qu'il s'agit là d'un impératif légal auquel l'on ne peut déroger.

Une chose est sûre, la formation du gouvernement du premier quinquennat de Félix Tshisekedi n'est pas pour demain, quand bien même une certaine opinion pense qu'il faille considérer le nombre des députés nationaux présents et composer avec eux au nom du jeu démocratique qui tient compte de la majorité. Une approche qui a du mal à passer particulièrement dans le camp du FCC. Entre-temps, les jours passent avec un exécutif national expédiant les affaires courantes certes, mais qui tient encore le bon bout.

Alain Diasso

EXPLOITATION MINIÈRE

Augmentation sensible de la production du cuivre et du cobalt

La production annuelle du cuivre a augmenté de 12,9% pour atteindre 1,2 million de tonnes en 2018, pendant que celle du cobalt a accru de plus de 43 % par rapport à 2017, selon les chiffres fournis, le 6 février, par la Chambre de commerce.

Le secteur minier en République démocratique du Congo (RDC) continue d'afficher une vitalité qui augure, d'ores et déjà, de belles perspectives pour le pays. C'est en tout cas ce qu'on peut dire à la lumière des dernières statistiques données par la Chambre de commerce. Dans un rapport publié le 6 février, elle a fait état de l'augmentation de la production annuelle du cuivre et du cobalt, deux minerais hautement stratégiques sur lesquels mise le pays pour assurer son développement. Il ressort de ce document que la production annuelle du cuivre a augmenté de 12,9% pour atteindre 1,2 million de tonnes en 2018 et que celle du cobalt a accru de plus de 43 % par rapport à 2017.

De quoi rendre une fière chandelle aux entreprises du secteur qui, notwithstanding les restrictions imposées par le nouveau code minier, n'ont pas interrompu ni revu à la baisse leurs activités. Glenconre, le géant minier suisse, à travers ses filiales Kamoto Cooper Company et Mutanda Mining basées à Kolwezi, a affirmé avoir produit au courant de l'année 2018 plus de 1,450 million de tonnes de cuivre et plus de quarante-deux mille tonnes de cobalt. Pour sa part, Tenke Fungurume Mining a vu sa production du cuivre

atteindre plus de cent vingt-cinq mille tonnes et celle du cobalt aller également au-delà de cent vingt-cinq mille tonnes.

Cependant, malgré leurs performances, les firmes d'exploitations minières en RDC continuent de s'attaquer à certaines dispositions du nouveau code minier, estimant qu'elles risquent d'étouffer les opérateurs du secteur. De la hausse de la taxation des superprofits et de la redevance minière qui passe de 2 à 10% à la réduction de certains avantages douaniers en passant par l'annulation du système d'amortissement hyper rapide sur les capitaux et sur les biens d'équipement, ces exploitants miniers militent pour la révision de ces dispositions qui ne rencontrent pas leur assentement.

Pendant ce temps, l'entreprise Ivanhoé qui exploite le gros gisement minier de Kamoà à Kolwezi a annoncé la découverte du cuivre d'une teneur de 13%, à vingt-deux mètres seulement de la surface. Une bonne nouvelle pour les communautés locales qui y voient un facteur de développement de leurs contrées via les investissements que ce minerai va donner lieu, conformément à la nouvelle législation minière. Celle-ci impose aux géants miniers d'investir dans des projets sociaux de manière à impacter positivement sur la vie de la population environnant leur site d'exploitation.

A.D.



METSTOIAUROUGE

**NOUVEAU
MASOLO+**
C'est plus de minutes
à prix réduits
***121*1*2#**

7 MIN
125 FCFA / 3 JOURS

3 MIN
60 FCFA / 1 JOUR



30 MIN

350 FCFA / 7 JOURS

LE RESEAU DES SMARTPHONES

airtelcongob   

publisc AG Partners

HUMEUR

Le « vivre ensemble » rarement enseigné par les partis politiques !

Le « vivre ensemble » permet aux gens de s'accepter, en dépit de leurs opinions idéologiques ou religieuses. C'est le lien qui unit toutes les filles et tous les fils d'un même pays ou d'une même société.

Ces derniers temps pourtant, ce concept est sur toutes les lèvres des acteurs politiques et de la société civile. Mais on a comme l'impression que ceux-ci n'enseignent pas les valeurs cardinales de ce concept à leurs adeptes. Rares, en effet, sont les meetings des partis politiques au cours desquels ce concept est évoqué pour amener la base à cerner les valeurs de ce vocable, combien significatives pour tous. En réalité, un parti politique qui se veut national doit ratisser large dans l'ensemble du pays, pour créer la cohésion sociale et l'unité de toutes les filles et fils de la nation. Or, chez nous, les formations politiques se limitent simplement dans les zones géographiques de leur fondateur, incapables d'aller au-delà parce que créditant certains clichés qui ne sont ni plus ni moins que de simples préjugés.

« Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon, nous allons mourir ensemble comme des idiots », disait Martin Luther King. Ce conseil n'est malheureusement pas intéressé par nos hommes politiques, champions de l'ethnicisme ou du régionalisme, alors qu'ils prétendent à la gestion de la chose publique. Ils oublient que plus on enseigne et cultive le vivre ensemble, plus on évitera des déchirements sociaux inutiles. Saint-Exupéry avait-il tort en disant : « Celui qui diffère de moi, loin de me léser, m'enrichit » ? Certains acteurs politiques pensent peut-être que la solidarité n'a lieu que quand ils sont entourés des leurs. Que pensent-ils alors de la date du 16 mai de chaque année, instituée par l'Organisation des Nations unies comme celle de la journée du vivre ensemble ? Partis politiques, il est temps de mobiliser les énergies nationales en faveur de la paix et de la solidarité. Investissez-vous donc dans l'enseignement de ce vocable !

Faustin Akono

PARTENARIAT

La mairie de Pointe-Noire signe un protocole d'engagement financier avec ONU-Habitat

L'accord conclu entre les deux parties fait suite au suivi des résolutions adoptées en novembre 2018 à Bruxelles, en Belgique, mais aussi et surtout à la poursuite des négociations avec les partenaires financiers de l'agence onusienne afin de rendre concrètes les intentions de Bruxelles.

Le protocole d'engagement financier a été signé à l'occasion du séjour du maire de la ville de Pointe-Noire, à Nairobi, au Kenya, du 22 au 29 janvier dernier. Jean François Kando et la directrice exécutive du Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Maimunah Mohd Sharif, ont également élaboré un plan d'action de mise en œuvre des projets transformateurs des quartiers précaires pilotes du kilomètre 4, notamment ceux situés dans l'arrondissement 1, Emery-Patrice-Lumumba, et Mbota dans l'arrondissement 4, Loandjili.

Moderniser Pointe-Noire

L'embellissement des infrastructures immobilières urbaines de la ville océane est l'un des axes du projet du maire décliné lors de sa passation de service, dont le but est d'accélérer le redressement glo-



bal en vue de l'arrimer à l'émergence. Ce projet vise également l'amélioration du cadre de vie et du milieu urbain, la contribution à la réalisation des programmes d'occupation urbaine et de la construction de l'habitat social. Au terme de la signature de ce protocole d'engagement, Jean-François Kando entamait la seconde partie de sa mission de travail à Paris, en France.

Rappelons que l'ONU-Habitat est une agence spécialisée des Nations unies, créée en 1978 avec pour siège Nairobi. Son but est de promouvoir des villes de développement durable et fournir des abris pour tous.

Fortuné Ibara



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



BRASSAGE SCOLAIRE

Un cours commun a réuni des élèves d'Ignié et ceux du groupe Les Canaris

L'activité, organisée le 8 février à Brazzaville à l'initiative du député José Cyr Ebina, a porté sur l'éducation civique et morale.



Les élèves dans le studio de la Radio citoyenne, le 8 février/Adiac

Le cours commun a eu lieu dans le cadre de la "Journée du député", un concept inventé depuis son premier mandat par José Cyr Ebina, élu de la circonscription d'Igné, dans le département du Pool. Pour cette édition, l'activité a débuté au collège d'Igné, où les élèves ont assisté, pour une première fois, à la levée officielle des couleurs organisée pour leur apprendre les valeurs de la République.

Ensuite, ces élèves, tous en classe de sixième, ont fait le déplacement de Brazzaville. Sur place, ils ont suivi, avec leurs homologues de l'école privée Les Canaris, un cours sur l'instruction civique et morale. Cet enseignement a porté sur le rôle d'un maire d'arrondissement ou d'une communauté urbaine et celui des élèves, eux-mêmes, dans le fonctionnement de la localité.

« C'est une journée que nous dénommons "Journée du député". Elle se passe avec les enfants, en collaboration avec un éta-

blissement scolaire quelconque de Brazzaville. Cette année, nous avons choisi le complexe scolaire Les Canaris, avec lequel un partenariat a été signé avec le collège d'enseignement général d'Igné », a précisé le député José Cyr Ebina.

En dehors du cours suivi, ces élèves ont visité quelques endroits symboliques d'histoire et des administrations publiques relevant du ministère de tutelle. En premier, ils ont été au siège du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, chargé de l'alphabétisation, où ils ont été chaleureusement accueillis par le directeur de cabinet, Adolphe Mbou Maba.

Ensuite, ils se sont rendus au siège de la direction des examens et concours, où s'organisent les examens d'Etat, s'établissent et se délivrent les diplômes et autres pièces scolaires d'enseignement général. Au passage, ces enfants ont aussi visité, avec une grande curiosité, l'atelier d'impression des manuels

didactiques, notamment les bulletins de notes, les cartes scolaires, les livres de lecture, copies d'examens d'Etat et bien d'autres articles pédagogiques.

Dans leur ronde, ces collégiens ont également visité la Radio citoyenne des jeunes, logée dans les locaux de la direction générale de l'Institut national de recherche et d'actions pédagogiques. Une radio communautaire qui consacre ses programmes à l'éducation des jeunes et émet sur 98.6 Mhz. Le Palais des congrès a constitué la dernière étape de cette ronde.

« Nous sommes allés, par exemple, à l'imprimerie, où nous avons vu plusieurs machines comme l'Ofset, le mastic qui servent à l'impression des manuels scolaires. En instruction civique, j'ai retenu que cette matière apprend aux élèves à bien se comporter dans la société », a témoigné un élève de l'école Les Canaris.

Firmin Oyé

FÉCOFOOT

Le match Congo-Zimbabwe au menu des discussions des membres du comité exécutif

La session du comité exécutif dont les conclusions ne seront révélées qu'après une quinzaine de jours permettra aux membres de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) d'examiner les préparatifs des événements les plus urgents.

Au cours de la réunion qui a débuté le 9 février, les membres du bureau exécutif de la Fécofoot ont prévu dans les points inscrits à l'ordre du jour des débats sur les préparatifs du match du 22 mars prochain entre le Zimbabwe et le Congo comptant pour la dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. Ou ça passe ou ça casse. Derniers du groupe avec cinq points soit trois de moins que le Zimbabwe, les Diables rouges qui effectueront le déplacement de Harare doivent à tout prix l'emporter pour valider leur ticket de disputer la CAN 2019 qui aura lieu en Egypte au mois de juin.

Un autre point qui leur tient à cœur est l'examen du contrat de sélectionneur national Valdo Candido. Le technicien brésilien qui gère également le Centre national de formation de football a remplacé Sébastien Migné dans la foulée de sa démission. La réunion permettra également d'évoquer les préparatifs de la double confrontation Burundi-Congo, Congo-Burundi les 20 et 26 mars comptant pour les éliminatoires de la CAN des moins de 23 ans. Dans ce moment d'échange, la Fécofoot examinera aussi le contrat avec la Société Macron, l'équipementier ou habilleur. Ils vont procéder à la désignation du cabinet comptable (auditeur), puis adopté le procès verbal de la dernière session du comité exécutif ; le rapport d'activités; le budget 2019; le rapport financier 2018 sans oublier l'examen et l'adoption de ses textes organiques (règlement intérieur, règlement financier et règlement des assemblées générales) et les statuts des corps de métiers; la mise en place de la normalisation de la Ligue départementale de la Bouenza et le renouvellement de la normalisation de la Ligue de Brazzaville qui est dénombrée présentement seront aussi au menu des discussions à l'issue desquelles la Fécofoot retiendra la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire. « Les réunions du comité exécutif sont des moments cruciaux pour notre fédération car nous devons prendre des décisions pour relever ou d'analyser ensemble le niveau de football tant dans sa gestion que sur le terrain. L'ordre du jour soumis à votre examen se situe dans un contexte très chargé en événement ainsi que nous pourrions ensemble débattre de l'opportunité de sursoir l'examen de certains points inscrits à l'ordre du jour », a déclaré Jean Guy Blaise Mayolas, le président de la Fécofoot.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Le nouvel âge du Bassin du Congo

Alors que le nouveau président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, prend comme on dit ses marques en répondant à l'invitation de ses plus proches voisins que sont l'Angola et le Congo, puis en venant à Addis-Abeba rencontrer ses pairs de l'Union africaine, il n'est ni trop tôt ni trop aventureux d'imaginer ce qui pourrait se passer s'il parvient à traduire en actes les engagements pris durant la longue et difficile campagne électorale qui lui a permis de prendre les rênes de son pays. Et même si cet exercice semble prématuré à nombre d'observateurs de la scène congolaise, il nous paraît s'imposer compte tenu de la place stratégique que la République démocratique du Congo (RDC) occupe en plein cœur de l'immense Bassin du Congo.

Ayant observé avec attention ses premiers gestes à la tête de l'Etat et ayant écouté avec tout autant d'attention

les propos qu'il tenait lors de ses premiers déplacements en qualité de chef d'Etat, nous pouvons dire ceci qui résume en quelques mots la stratégie qu'il suivra très probablement tout au long de ce premier mandat:

Priorité absolue : la stabilisation de son pays que minent depuis des décennies les tensions ethniques, la corruption des administrations, la gestion désastreuse des finances publiques, l'exploitation anarchique des ressources naturelles dont regorge le pays, la stagnation sociale, bref l'incapacité des pouvoirs publics à conduire le pays sur la voie de l'émergence. Autant de problèmes que doivent résoudre, dira-t-on, la plupart des pays du continent, à cette différence près que l'immensité de la RDC rend leur résolution beaucoup plus difficile. Félix Tshisekedi étant profondément inspiré par les principes de la social-démocratie, l'on peut être certain qu'il s'attachera dès le début de son

mandat à résoudre ces problèmes.

Deuxième priorité : mettre un terme aux conflits qui dressent son pays contre plusieurs de ses voisins et qui déstabilisent tout particulièrement ses provinces de l'est, avec les conséquences désastreuses que l'on constate pour leur population mais aussi pour ces mêmes voisins. Un objectif qui ne se concrétisera que si, d'une part, le nouveau président du Congo démocratique restructure et modernise la force publique sur laquelle repose la sécurité intérieure du pays et si, d'autre part, il obtient de l'Organisation des Nations unies une remise en ordre de la Monusco qui rende celle-ci tout à la fois plus efficace et moins coûteuse.

Troisième priorité : la constitution d'une communauté régionale qui permette de créer à brève échéance un marché ouvert, concurrentiel, diversifié qui, lui-même, accélèrera forte-

ment la croissance de cette partie du continent et qui, de ce fait, attirera les investisseurs du monde entier avec tous les effets positifs que cela aura. Favoriser l'intégration économique de l'Afrique centrale est pour les nouvelles autorités de Kinshasa le moyen le plus sûr de résoudre les problèmes de toute nature auxquels elles se trouvent confrontées et de positionner la RDC comme le pivot d'un ensemble humain qui sera le plus dynamique du continent, voire même du Tiers-Monde tout entier.

Que les choses soient claires : si le nouveau président de la RDC parvient dans les prochains mois à traduire en actes ces trois priorités, il résoudra tous les problèmes auxquels celle-ci se trouve confrontée. Mais il ouvrira aussi, et ce n'est pas rien, un nouvel âge du Bassin du Congo dont le meilleur sortira à brève, très brève échéance.

Jean-Paul Pigasse